

**18-140 - JV Global Blue-Premier Tax Free
Proposition d'engagements**

Les sociétés Global Blue France et Premier Tax Free SAS (ci-après « **les Parties** ») déposent ce jour à l'Autorité de la concurrence (ci-après « **l'Autorité** ») un dossier de notification ayant pour objet la création d'une entreprise commune visant à être exclusivement active sur les marchés de services de remboursement de la TVA en agence dans les aéroports Paris-Orly et Paris-Charles de Gaulle (ci-après « **la Société** »), dans le cadre d'un contrat conclu avec le Groupe ADP (ci-après « **l'Opération** »).

La création de la Société fait suite à l'organisation d'une consultation par le Groupe ADP, au terme de laquelle l'offre des Parties a été retenue, celle-ci étant apparue comme la plus à même de répondre aux exigences posées en particulier au regard de la qualité des services techniques rendus tant aux opérateurs de détaxe qu'aux touristes. L'Avis de publicité publié au sujet de cette consultation soulignait d'ailleurs que « *Le candidat qui sera choisi s'engage à accepter et traiter l'ensemble des bordereaux quel que soit l'opérateur de détaxe, dans le respect des principes d'équité de traitement et de non-discrimination* ».

Bien que les Parties soient absentes du marché des services de remboursement de TVA en agence en aéroport, l'Autorité a exprimé des préoccupations de concurrence au sujet de l'Opération, s'agissant d'un éventuel risque de coordination entre elles sur leurs activités autres que celles où opérera la Société.

Dans ces conditions, conformément à l'article L. 430-5-II du Code de commerce, les Parties soumettent par la présente les engagements suivants (ci-après les « **Engagements** »), en vue de répondre aux préoccupations de concurrence ainsi exprimées et permettre à l'Autorité d'autoriser l'Opération par une décision fondée sur ce même article (ci-après « **la Décision** »).

Ces Engagements entreront en vigueur le jour de la réception de la Décision de l'Autorité autorisant l'Opération sur le fondement de l'article L. 430-5-II du Code de commerce.

Les termes utilisés ci-après, lorsqu'ils ne sont pas spécifiquement définis ou si le contexte ne permet pas d'en déduire le sens, doivent être interprétés à la lumière de la Décision, du cadre général du droit français et en particulier des dispositions du Code de commerce sur les concentrations et des lignes directrices de l'Autorité relatives au contrôle des concentrations.

Si l'Opération est abandonnée, abrogée ou n'est pas mise en œuvre pour quelque raison que ce soit, les Engagements seront automatiquement caducs et n'auront pas à être mis en œuvre.

Section A. Définitions

Dans le cadre de ces Engagements, les termes ci-dessous auront les significations suivantes :

Bordereaux : les bordereaux de détaxe émis par les opérateurs de détaxe faisant l'objet d'une demande de remboursement ou d'un dépôt dans les boîtes de collecte auprès de la Société, par les touristes.

Date d'effet : la date de la réception de la Décision de l'Autorité autorisant l'Opération sur le fondement de l'article L. 430-5-II du Code de commerce.

Durée : la durée des Engagements définie en section G.

Gérant : personne en charge de l'activité de la Société.

Informations accessibles aux Gérants : informations définies en Section C, point 9.

Informations individuelles relatives aux Bordereaux : les informations relatives à un Bordereau collecté ou remboursé par la Société, pris individuellement, soit : i) le numéro du bordereau ; ii) les informations relatives aux commerçants auprès desquels les achats des touristes ont été effectués ; iii) les montants des achats effectués par les touristes ; iv) la date de l'opération de remboursement, dans le cas où le Bordereau est remboursé par la Société, ou la date de collecte du Bordereau et la date de renvoi du Bordereau à l'opérateur de détaxe dans le cas où le Bordereau est collecté par la Société ; v) le nom de l'opérateur de détaxe ; vi) le montant remboursé au touriste en aéroport le cas échéant ; vii) le numéro du ticket de caisse ; viii) la nationalité du touriste.

Informations accessibles au Personnel de la Société : Il s'agit des informations relatives à l'activité courante de la Société ou qui sont stratégiques pour la Société, incluant notamment les informations non publiques portant sur : i) la politique de prix; ii) la structure de coûts des prestations; iii) les chiffres d'affaires; iv) les parts de marché; v) les conditions contractuelles négociées avec les clients et les fournisseurs ; vi) la part des ventes à chaque client dans le total des ventes ; vii) la part des achats de chaque fournisseur dans le total des achats ; viii) la marge de chaque prestation; ix) les plans d'investissements (notamment les business plans et budgets) ; x) l'identité des clients ; xi) l'identité des fournisseurs ; et xii) toute autre donnée actuelle ou prospective (notamment administrative, fiscale, technique, comptable, sociale, juridique et financière) concernant l'activité de la Société et notamment les bordereaux individuels traités par la Société.

Informations accessibles aux Représentants des Parties : informations définies en Section B, point 1.

Informations inaccessibles aux Représentants des Parties : informations définies en Section B, point 2.

Mandataire : personne qui sera retenue comme mandataire dans les conditions précisées à la Section F

Pacte : le pacte d'associés à conclure entre les Parties dans le cadre de l'Opération.

Période de démarrage : période de [REDACTED] à compter de la première vente génératrice de chiffre d'affaires réalisée par la Société.

Personnel : toute personne salariée de la Société.

Représentants des Parties au sein de la Société : personne physique désignée par chacune des Parties pour la représenter au sein du Comité de direction de la Société en vue d'adopter les décisions stratégiques concernant cette dernière.

Statuts : statuts de la Société à déposer au greffe du tribunal de commerce.

Section B. Engagements relatifs aux Représentants des Parties au sein de la Société

1. Les Parties s'engagent à ce que les informations accessibles aux Représentants des Parties intègrent les seules informations dont la communication est strictement nécessaire à l'adoption des décisions relevant de la compétence de la Comité de direction et de l'Assemblée générale des Associés, listées dans les Statuts et permettant aux Parties d'exercer une influence déterminante sur la Société (« **Informations accessibles aux Représentants des Parties** »).

2. Les Parties s'engagent à ce que les Informations accessibles aux Représentants des Parties excluent en tout état de cause toutes les Informations individuelles relatives aux Bordereaux (à l'exception des données brutes individuelles des Bordereaux émis respectivement par chacune des Parties¹) ou toute autre information transmise à la Société dans le cadre de son activité par ses clients et relative au marché des services liés au remboursement de la TVA (« **Informations inaccessibles aux Représentants des Parties** »).
3. En cas de contradiction entre les stipulations des points 1 et 2 des Engagements, les stipulations du point 2 prévaudront.
4. Les Parties s'engagent à ce que leurs Représentants au sein de la Société n'utilisent pas les Informations accessibles aux Représentants des Parties à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été recueillies pour l'accomplissement de leurs fonctions au sein de la Société.
5. Les Parties s'engagent à ce que leurs Représentants au sein de la Société soient astreints à un accord de confidentialité, dont le modèle est joint au Pacte.
6. Les Parties s'engagent à prévoir ces engagements dans le Pacte.

Section C. Engagements relatifs au Personnel de la Société et au Gérant

7. Les Parties s'engagent à ce que le Gérant de la Société, au-delà de la Période de démarrage, ne puisse pas avoir la qualité de :
 - salarié de l'un des associés ou des sociétés appartenant au même groupe consolidé que l'associé de référence,
 - mandataire social de l'un des associés ou des sociétés appartenant au même groupe consolidé que l'associé de référence,
 - personne morale appartenant au même groupe consolidé que l'associé de référence.
8. Les Parties s'engagent à ce que le Personnel de la Société, qui aura accès aux Informations accessibles au Personnel de la Société, soit astreint à un accord de confidentialité, dont le modèle est joint au Pacte.
9. Pendant la Période de démarrage, les Parties s'engagent à ce que le Gérant puisse avoir accès aux Informations accessibles au Personnel de la Société à l'exception des Informations individuelles relatives aux Bordereaux (les « **Informations accessibles aux Gérants** »).
10. Pendant la Période de démarrage, les Parties s'engagent à ce que les Gérants de la Société soient astreints à un accord de confidentialité spécifique, dont le modèle est joint au Pacte.
11. Les Parties s'engagent à prévoir ces engagements dans le Pacte.

¹ Pour éviter toute ambiguïté, cela signifie que les bordereaux de GB resteront accessibles exclusivement à GB et les bordereaux de PTF resteront exclusivement accessibles à PTF.

Section D. Engagements relatifs aux informations liées aux Bordereaux

12. Les Parties s'engagent à ce qu'aucune copie des Bordereaux ne soit conservée par la Société, les originaux des Bordereaux étant renvoyés aux opérateurs de détaxe concernés à la suite de leur traitement au sein de la Société.
13. Les Parties s'engagent à ce qu'aucune information relative aux commerçants auprès desquels les achats des touristes ont été effectués ou relative aux montants des achats effectués par les touristes ne soit enregistrée au sein de la Société.
14. Les Parties s'engagent à prévoir ces engagements dans le Pacte.

Section E. Engagements relatifs aux moyens matériels et immatériels de la Société

15. Les Parties s'engagent à ce que les outils informatiques de la Société ne soient pas accessibles aux Parties ou à leurs Représentants au sein de la Société.
16. Les Parties s'engagent à ce que les locaux de la Société soient distincts de ceux des Parties.
17. Les Parties s'engagent à prévoir ces engagements dans le Pacte.

Section F. Informations sur la Société

18. En cas de modification apportée aux Pacte et Statuts pendant toute la Durée des Engagements, les Parties transmettront ces documents modifiés à l'Autorité sans délai.
19. Au plus tard le [REDACTED] après le début de la Période de démarrage, les Parties s'engagent à soumettre à l'Autorité, pour approbation, une liste d'une ou plusieurs personnes indépendantes des Parties que les Parties proposent de désigner comme Mandataire, avec un projet de contrat de mandat comprenant toutes les dispositions nécessaires pour permettre au Mandataire d'accomplir sa mission au titre des Engagements.
20. A l'issue de la Période de démarrage, le Mandataire, dont la désignation par les Parties et le contrat de mandat auront été préalablement approuvés par l'Autorité, remettra à cette dernière un rapport concernant le respect des Engagements.

Section G. Durée et révision des Engagements

21. Ces engagements sont souscrits à compter de la Date d'effet. Ces engagements prendront fin à l'expiration du contrat de bail conclu par les Parties avec Groupe ADP.
22. En cas de circonstances nouvelles ou exceptionnelles de droit ou de fait, l'Autorité pourra, le cas échéant et en réponse à une demande écrite des Parties exposant des motifs légitimes, lever, modifier ou remplacer, un ou plusieurs Engagements.